

ASSIGNÉ·ES À RÉSISTANCE !

À l'instar du capitalisme, le COVID 19, une fois n'est pas coutume, rend manifeste l'urgence pour la population de se défendre en tant que classe sociale, ainsi que la nécessité pour nous de reprendre en mains la gestion de nos intérêts.

Conscient·es de la menace que fait peser ce virus sur les personnes les plus fragiles et sur les classes sociales les plus défavorisées, faisant siens les appels des camarades du secteur hospitalier à rester chez soi, l'union locale CNT du Mans et de la Sarthe suspend toute réunion physique et enjoint la population à limiter ses déplacements et à respecter les mesures de distanciation sociale recommandées.

Pour autant...

Nous n'oublions pas que les personnel·les de soin sont en grève depuis un an dans les hôpitaux et notamment dans les services des urgences, alertent et réclament des moyens, des lits et des personnels et qu'illes n'ont à ce jour rien obtenu d'autre qu'un numéro d'appel téléphonique, une maigre prime, un hommage et quelques promesses bien peu coûteuses du gouvernement et de la « Nation ».

Nous n'oublions pas les années de « réformes » qui ne sont rien d'autre qu'une casse systématique des services publics, des biens communs, de toutes les formes de solidarité, et dont nous payons aujourd'hui le prix fort... Combien de mort·es par manque de lits, de respirateurs, de médecin·es, de médicaments, de masques? Et surtout combien de mort·es à cause de mesures sanitaires prises trop tardivement pour accumuler un peu plus de profit au dépend de nos vies ?

Nous n'oublions pas les personnes âgées, abandonnées dans des EHPAD, dont aucun bilan officiel ne vient comptabiliser les mort·es ; EHPAD dont les personnel·les, elleux aussi, ont alerté à de nombreuses reprises sur leur manque de moyens, et ont été réprimé·es pour cela.

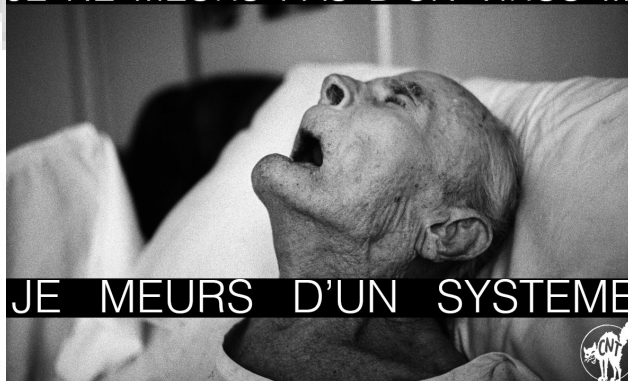
Nous n'oublions pas que dans cette « guerre », ce sont en grande majorité des femmes qui sont sur le front : aide-soignantes, infirmières, personnes-aidantes, caissières... Ces mêmes femmes battues et humiliées les 7 et 8 mars derniers par les milices du gouvernement à Paris et à Toulouse.

Nous n'oublions pas les innombrables contrats précaires, chauffeur·ses uber ou livreur·ses, auto-entrepreneur·ses, intermittent·es, artistes, vacataires,

indépendant·es..., modèles de flexibilité et d'esprit d'entreprise de la « start-up nation », victimes économiques du confinement et du capitalisme.

Nous n'oublions pas les travailleur·euses, pas ou peu protégé·es, contraint·es de travailler pour des patron·nes plus intéressé·es par leurs bénéfices que par la santé de leurs employé·es. Patron·nes soutenu·es par leur serviteur de ministre, M. Lemaire. Nous les appelons, si elleux considèrent leur vie en danger, à faire valoir leur droit de retrait, à s'organiser collectivement par la grève ou le sabotage, ou tout autre moyen qu'illes jugent nécessaires afin de se mettre en sécurité avec

JE NE MEURS PAS D'UN VIRUS ...



leur famille.

Nous n'oublions pas les personnes âgées sans famille proche, les personnes isolées, à la rue, seules avec leurs enfants, les mal logé·es, victimes de violences au sein de leurs familles, les personnes pauvres, les jeunes sans accès internet, pour qui le confinement confine au calvaire ; nos Généraux dans cette « guerre » n'ont aucune idée de ce que cela signifie d'être confiné avec 5 enfants dans un appartement au 10ème étage d'une tour, et d'être appelé 2 fois par semaine par des professeurs qui vous culpabilisent de ne pas jouer le jeu de la « continuité pédagogique ».

Nous n'oublions pas les prisonnier·ères des centres pénitentiaires et des CRA et leurs familles, privé·es, au nom de l'hygiène, de contacts, de formation, d'activités, enfermé·es dans des lieux avec des cas de Coronavirus déjà officiellement avérés, abandonné·es à la promiscuité, à la dépression et à la maladie.

Nous n'oublions pas que nous avons il y a encore 100000 policier·ères qui patrouillent dorénavant, à quelques jours l'affût des moindres contrevenant·es, ne nous manifesté protègent pas plus qu'hier, et visent comme à leur contre la habitude les quartiers populaires et racisés en précarité, contre priorité. le capitalisme et le fascisme, **Nous n'oublierons pas**, non plus, ce coup bas aux contre le 49.3, travailleur·euses que constitue «l'état d'urgence contre la sanitaire». Etat d'urgence qui, loin de contribuer à réforme des leur juste protection et à la lutte contre la propagation retraites, et que du virus, augmente leur durée de travail, baisse les rien n'a changé périodes de repos, permet aux patron·nes de entre temps. contraindre leurs employé·es de prendre leurs congés et leur RTT durant la période de confinement.



Nous n'oublions pas qui, en sortie de crise, va payer l'addition, et qui va en profiter. « Il faut sauver l'économie », nous martèlent ministres et médias ! Serait-ce le moteur principal de la mobilisation du gouvernement ? N'y a t'il pas plus urgent que les chiffres du PIB en ce moment ? Parce que nos valeurs ne seront jamais les leurs, face à la pandémie, à l'union sacrée à la loi martiale, opposons la solidarité, l'entraide et la coopération, dans nos immeubles, nos rues, nos cours, dans un souci permanent de protéger les plus faibles.

Nous n'oublions pas, non plus, que jamais l'Etat n'a jamais protégé qui que ce soit de manière droit de retrait dans toutes les entreprises et désintéressée, qu'il est un instrument d'oppression administrations ne respectant pas les mesures au service des puissant·es et de la paix sociale. Les sanitaires liées au COVID 19.

Nous appelons l'ensemble de la population à définir nous-mêmes, par tous les moyens à notre disposition, quelles sont les missions d'intérêt général face à la crise sanitaire.

Nous exigeons dès à présent :

- Le **maintien des salaires à 100%** dans tous les secteurs impactés par le confinement et l'interdiction des licenciements.
- Réquisition immédiate ou réouverture** des industries permettant de fabriquer localement l'équipement dont les hôpitaux et les soignant·es ont besoin (respirateurs, réactifs, médicaments, masques, gels...).
- La mise en œuvre d'une politique alternative au confinement autoritaire** en produisant au plus vite et à grande échelle les équipements nécessaires aux dépistages massifs et à la protection de la population.
- **La reconnaissance du coronavirus comme maladie professionnelle** pour les personnel·les hospitalier·ères contaminé·es ainsi que pour tout·es les professionnel·les en contact régulier avec le public.
- **L'indemnisation à 100%** en cas de chômage partiel et le maintien sans condition de toutes les allocations.
- La prise en charge à 100%** des arrêts de travail pour la garde des enfants.
- La réquisition et mise sous tutelle** de toutes les cliniques privées.
- La mise à l'abri immédiate**, pour toutes celles et ceux qui le souhaitent, des personnes vivant à la rue.
- L'arrêt des violences policières** à l'égard de la population, en particulier dans les quartiers populaires.

Le combat doit se mener tant sous l'angle **politique** (l'État en tant que gouvernement de l'humain par l'humain), qu'**économique** (la propriété des moyens de production, source du capital en tant que moyen d'exploitation de l'humain par l'humain). Seul un changement dans l'organisation et dans les choix de la production sera en mesure de nous protéger aujourd'hui et demain, pour notre santé, nos libertés et notre environnement. Aujourd'hui encore, plus que jamais, tout ce que nous désirons est d'en finir avec les frontières, la hiérarchie, la subordination et les classes sociales.

Organisons la riposte !